

M. Emile Buré et le Vote des Femmes

Le journal *l'Ordre* du 10 Février publie deux articles contre le vote des femmes.

Le premier est du directeur même du journal, M. Emile Buré, le second d'une femme, Mme Camille Pert.

A tout seigneur tout honneur : citons tout d'abord M. Emile Buré, dont l'article commente élogieusement le grand discours de M. Tardieu... une seule réserve étant faite quant au vote féminin.

J'ai dit hier à André Tardieu : « J'accepte tous les articles de ton programme, sauf celui qui accorde le droit de vote aux femmes. » Il a souri, et j'espère que lentement je le persuaderai de l'excellence de mes raisons. J'enrage vraiment quand je vois les partis nationaux, défenseurs de la famille et de la patrie, emprunter à l'extrême individualisme ses revendications féministes, ennemies de toute féminité. La cellule première de la société — il ne faut cesser de le répéter — ce n'est pas l'individu : c'est la famille, et, dans notre société industrialisée, cette dernière rencontre déjà trop d'agents de désagrégation pour que nous tenions à lui en procurer d'autres encore. En fait, les socialistes eux-mêmes, lorsqu'ils ne sacrifient pas tout à l'électoratisme, s'élèvent contre le féminisme, corrompeur de la femme, destructeur du foyer familial. Edouard Berth, disciple fidèle et singulièrement éloquent de Georges Sorel, écrit dans son dernier livre : Du « Capital » aux « Réflexions sur la Violence » : « Tandis qu'elle s'efforce de nouveaux droits, qu'elle s'efforce de devenir « maître » et inscrit « progrès » sur son drapeau, la femme aboutit au résultat contraire, avec une évidence terrible : LA FEMME RECULE. »

Il ne s'agit pas de savoir si la femme est inférieure ou supérieure à l'homme : elle est différente, voilà le vrai, et le bon sens même indique qu'elle a dans la société une autre mission à remplir que de hurler dans les meetings. A chacun ses aptitudes ! Il est déjà assez regrettable que le salaire de son compagnon ne suffise pas au ménage et qu'elle soit contrainte de travailler hors de chez elle. Karl Marx lui-même ne considérait le labeur de la femme à la fabrique que comme une nécessité transitoire, et il souhaitait qu'elle fût rendue à son foyer, à ses enfants. Il rejoignait presque Proudhon qui, lui, a nettement déclaré : « La femme devenant l'égal économique de l'homme, toute assise matérielle serait enlevée à la famille, celle-ci ne pourrait vraisemblablement, reposant désormais sur des bases uniquement sentimentales, toujours fragiles, précaires et instables, que tomber dans le vide ; en fait, aboutirait au fouréisme, c'est-à-dire à la promiscuité générale, à la communauté des femmes et des hommes, à l'universelle prostitution. » On ne s'arrête pas, en effet, dans la voie de l'individualisme échevelé, et Proudhon a prévu la Russie soviétique, chère à Edouard Herriot. On m'objectera que les femmes votent dans de nombreux pays, et c'est le plus fort argument contre le suffragisme, car ces pays n'y ont rien gagné, bien au contraire. Henri de Kerillis, dans ses relations de voyage aux Etats-Unis, ne nous l'a pas caché, encore qu'il soit, je crois, féministe. Il faut bien l'avouer : nombre de républicains nationaux ne sont partisans du vote des femmes que parce qu'ils espèrent que les curés les inciteront à voter pour eux. Ce n'est plus très sûr, car le Pape est démocrate chrétien. Mais, même si l'argument électoral était bon, je le repousserais encore, car je ne suis pas de ceux qui sacrifient l'immédiat au permanent.

Ainsi donc, M. Emile Buré, grand défenseur de la famille ne veut pas du vote des femmes et il s'appuie, chose surprenante, sur Karl Marx et Georges Sorel pour affirmer que plus la femme se libère plus elle recule. Il regrette, comme Karl Marx que le labeur du mari ne suffise pas et que la femme ne puisse pas rester chez elle. Mais nous aussi nous le regrettons, sans pouvoir trouver la solution idéale qui réjouirait le cœur de M. Buré.

Il convient bien aussi, comme nous, que la femme n'est ni inférieure ni supérieure à l'homme, mais différente, et il en conclut qu'elle ne doit pas voter, alors que nous estimons que c'est précisément parce qu'elle est différente qu'elle doit avoir le droit d'exprimer son opinion, tout comme le directeur de *l'Ordre* lui-même.

Et M. Buré est si passionné par son sujet que c'est tout juste s'il ne déclare pas que la crise économique est due au vote des femmes et il ne craint pas d'accuser les républicains nationaux de ne vouloir du vote des femmes que « parce qu'ils espèrent que les curés les inciteront à voter pour eux ». Nous avions l'habitude de trouver ces arguments sous la plume de M.M Héry ou François Albert ; il est assez curieux de les retrouver ici.

Mais il faut croire que M. Buré n'a pas trouvé son argumentation suffisante, puisqu'il a demandé à une femme de bien vouloir, dans le même numéro et juste à côté de son article, lui apporter quelque renfort. Et c'est sous le titre « Politiciennes » que Mme Camille Pert publie les réflexions suivantes :

Quand on étudie les profonds bouleversements de la société française à l'époque actuelle, on reste navré de l'illusion que conservent beaucoup d'esprits distingués, et de l'erreur effrayante où ils menacent de nous conduire en fondant des espoirs sur la participation féminine à la vie politique qui, hélas ! sont bâtis sur le néant.

Certes, il est impossible de montrer dans la direction de nos affaires politiques plus d'incohérence, plus d'incompétence, de vanité, de bassesse que ne font la plupart des hommes politiques d'aujourd'hui.

Mais, des femmes à leur place seraient-elles mieux ? Se montreraient-elles supérieures en capacité, en probité, en énergie raisonnée ?

Pourquoi agiraient-elles autrement et se montreraient-elles différentes ?... Qui s'apprête à se précipiter dans la lutte, toutes griffes sorties ?... Ce n'est point la partie féminine de la nation restée honnête, sage, pondérée, réfléchie ; c'est celle qui est composée — comme en grande partie le lot masculin qui nous gouverne — de vanités imbéciles, d'apre vanalité et de basses ambitions.

La robe de la politicienne sera faite de même tissu que l'habit du politicien. L'admission de la femme dans l'arène politique c'est, non seulement ajouter au gâchis actuel, mais le rendre irréparable et éternel, puisque ce serait la destruction de la famille, l'effondrement définitif de l'idéal de ce que doit être la femme, rouage fondamental de la société, à condition qu'il soit à sa place.

Le rôle de la femme n'est pas de se substituer aux hommes pour diriger notre pays ; c'est d'élever des fils qui soient plus sages, plus clairvoyants, plus probes que leurs pères.

Et ceci, toutes celles de nos compatriotes qui gardent un grain de raison le savent ; seulement ce ne sont pas elles qui font le plus de bruit, ni qui peuvent diriger ou rectifier l'opinion. Le malheur est que les rares féministes qui le sont de bonne foi et sans secrets calculs personnels, estiment les qualités solides qu'ils aperçoivent parfois autour d'eux, les imaginant volontiers à leurs côtés dans la lutte politique et joignant leur sain effort au leur. Pourtant, ce ne sont point celles-ci qui se jetteront dans l'échouante lutte électorale, ni qui abandonneront leur foyer pour l'action au dehors. Pas plus, du reste, que l'on ne voit dans le monde politique le vrai Français, celui qui travaille, qui produit, qui raisonne. Nul de ceux-ci ne peut ni ne veut quitter sa situation pour se fourrer dans le marais puant où ne s'agitent que les ratés de toutes les professions, ou alors « l'homme politique » celui qui n'a jamais fait que cela, qui peut avoir sa probité, sa valeur, mais qui malheureusement est trop imprégné par le milieu où il a toujours

vécu, et aperçoit tout au travers de lunettes déformantes.

Dernièrement, un écrivain se demandait ce que deviendraient dans l'existence les 20.000 étudiantes — y compris 3.000 étrangères — actuellement en cours d'études dans les Universités de France. Où ces futures professeurs, avocates, doctresses ou pharmaciennes, trouveraient-elles des emplois dans notre société déjà surabondamment pourvue ?

Sans nul doute, c'est vers la politique que s'élancera cette armée dès que la porte déjà entr'ouverte sera complètement forcée. Déjà, partout s'organisent les clubs, les associations féminines où les oratrices de l'avenir se préparent, s'exercent non pas au côté sérieux et élevé de la question, mais à la partie pour ainsi dire gymnastique de leur future profession.

Et, lorsque nous jurons du vote des femmes et de leur éligibilité, ce qui escaladera aglement les bancs parlementaires, et fera dextrement le coup de poing pour déloger leurs confrères masculins, ce sera cette horde d'amazones hardies, sans scrupules, résolues à tout culbuter, et ayant sous une habile phraséologie apprise un seul désir brutal, une seule formule secrète : Ote-toi de là que je m'y mette !

Comme on le voit, la thèse soutenue par Mme Camille Pert ressemble à s'y méprendre à celle de M. Buré ; elle aussi veut « sauver la famille » et c'est parce qu'elle pense que les femmes sont supérieures aux hommes qu'elle ne veut pas risquer de fâcheuses compromissions.

Elle déclare d'ailleurs que « ce n'est point la partie féminine de la nation honnête, sage, pondérée et réfléchie » qui veut le vote, mais c'est l'autre, composée « de vanités imbéciles, d'apre vanalité, de basses ambitions ».

Inclinons-nous. Mesdames, devant ces aménités.

Mme Camille Pert base d'ailleurs son jugement sur le fait que les politiciens hommes étant des êtres redoutables, il n'y a pas avantage à leur adjoindre des politiciennes ; mais est-elle sûre que les hommes qui font de la politique — et les femmes qui en feront — seront forcément des « politiciens » dans le mauvais sens du mot ? Il faut pourtant que des Français s'occupent des affaires du pays voire même de celles de la famille. Ce que nous demandons, c'est que des femmes trouvent leur place à côté des hommes, ce qui ne les empêchera pas d'ailleurs « d'élever des fils, sages, clairvoyants », mais pas nécessairement « plus probes que leurs pères ». Nous n'avons pas pour nos maris le même mépris que Mme Camille Pert et nous estimons qu'il y a encore quelques hommes probes.

Et emportée, comme M. Buré, par son ardeur, Mme Camille Pert ne craint pas d'affirmer encore que ceux qui s'occupent de politique ne sont pas « de vrais Français qui travaillent, qui produisent et qui raisonnent. »

Mais comment discuter avec cette dame qui semble traiter de la politique comme un aveugle des couleurs ? et que dire de son jugement sur les associations féminines « qui s'exercent non pas au côté sérieux et élevé de la question, mais à la partie pour ainsi dire gymnastique de leur future profession ».

Mme Camille Pert reconnaît donc qu'il y a un côté sérieux et élevé dans les affaires publiques ? Mais que sait-elle de nos associations féminines qu'elle n'a vraisemblablement jamais essayé de connaître ?

La vérité, c'est que Mme Camille Pert n'a probablement pas son esprit porté vers ces questions et qu'elle en parle avec le même mépris que des politiciens ignorants de littérature pourraient avoir pour s'exprimer sur des romanciers.

Il est regrettable que chacun ne sache pas reconnaître l'utilité de ses voisins et la valeur des différentes tendances. De toute façon, Mme Camille Pert s'est faite une bien fâcheuse publicité avec cet article, car les féministes — qui représentent un nombre respectable de femmes — n'auront guère envie de connaître ses livres, après avoir lu son article !

C. Brunshvich

1933-25-02 n° 1055